

# AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 25

Octobre 2007

## **SAISIES AGRAIRES ET RÉFORME AGRAIRE DIAMANTS, CAOUTCHOUC ET FORÊTS DANS LE NOUVEAU LIBÉRIA**

Un nouveau rapport (en anglais seulement), publié en août par Partenariat Afrique Canada, à Ottawa, et Green Advocates, à Monrovia, décrit les énormes défis auxquels est confronté le nouveau gouvernement du Libéria après une décennie et demie de guerre civile brutale, alimentée en grande partie par le pillage des ressources naturelles.

Selon le rapport, le Libéria est un pays qui regorge de ressources naturelles. Malgré sa vaste réserve de richesses naturelles, cependant – ou à cause d'elle – le Libéria demeure l'un des endroits les plus pauvres et les moins développés de la planète, le revenu moyen par habitant ne s'élevant qu'à 152 \$ US par année, 40 % de la population adulte étant illettrée et l'espérance de vie à la naissance n'atteignant pas 40 ans.

L'auteur du rapport, Shawn Blore, déclare : « Le Libéria est un exemple aussi frappant que désolant du fléau des ressources, le phénomène en raison duquel certains pays riches en ressources naturelles se développent moins rapidement, restent plus pauvres et offrent moins à leur population que leurs voisins pauvres en ressources. »

La volatilité des revenus tirés du secteur des ressources naturelles, une appréciation de la monnaie qui rend non concurrentiels les secteurs autres que celui des ressources, et la corruption politique qui résulte souvent de l'apport constant de recettes fortuites sont les composantes du mécanisme à la base de cette situation contre-intuitive. La colère généralisée du public, causée par la mauvaise gestion des ressources du pays, a été l'une des causes de la guerre civile au Libéria.

Selon Alfred Brownell, directeur général de Green Advocates, « Les gouvernements successifs du Libéria sont devenus de plus en plus dépendants des impôts que payaient les sociétés multinationales plutôt que leurs propres citoyens. Les gouvernements sont devenus des îlots totalement coupés des citoyens et de toute forme de responsabilité locale, et les étrangers étaient le seul mécanisme de financement. Ces recettes sont devenues un instrument servant à instituer et financer un État policier tyrannique et un système autosuffisant qui a progressivement aboli les droits des collectivités locales à l'égard des ressources naturelles. »

« C'est le cœur même du problème du Libéria et cela a grandement contribué à la guerre civile brutale qui a déplacé toute la population du pays, envoyant un million de réfugiés au-delà de ses frontières et tuant 300 000 victimes innocentes. »

Le rapport décrit les secteurs du bois d'œuvre, du caoutchouc et des diamants du Libéria, et explique ce qu'il faudra faire à court et à moyen terme, à la fois pour s'assurer qu'on ne pourra revenir aux anciennes méthodes et pour faire en sorte que les ressources naturelles du pays soient utilisées de façon à bénéficier à tous les Libériens, maintenant et dans l'avenir.

L'élection d'Ellen Johnson-Sirleaf à la présidence du Libéria a marqué le début d'une brève période de conjoncture favorable, au cours de laquelle il est possible de mettre en place des réformes essentielles dans le secteur des ressources naturelles du Libéria. Étant donné le lien évident entre les ressources naturelles et les conflits, on ne saurait sous-estimer l'importance de ces réformes.

On trouvera le rapport, qui a fait l'objet d'un atelier national tenu à Monrovia le 22 août, à :

[http://www.pacweb.org/e/images/stories/documents/17\\_liberia.pdf](http://www.pacweb.org/e/images/stories/documents/17_liberia.pdf)

## **DES DÉBATS INTERNES ENTACHENT LE PROCESSUS DE KIMBERLEY Selon des ONG, l'incapacité de procéder à une réforme menace le SCPK**

La prochaine assemblée plénière du Processus de Kimberley, qui doit avoir lieu du 5 au 8 novembre à Bruxelles, aura à se pencher sur divers problèmes importants qui, de l'avis des ONG, portent atteinte à l'efficacité et à la crédibilité de l'organisme de certification des diamants.

Un débat sur les mesures à prendre à l'égard du Venezuela, qui tarde depuis des années à produire ses rapports au SCPK et qui a fait l'objet de plusieurs rapports sur la contrebande et la mauvaise gestion dans son industrie des diamants, couve depuis une année et ne semble pas près de s'achever. Les tentatives pour intégrer des critères et de la transparence dans le choix de la présidence du PK ont aussi échoué, les ONG affirmant maintenant qu'elles n'appuieront pas la nomination d'un président ou d'un vice-président du Processus de Kimberley dont la gouvernance économique générale est discutable ou dont la gestion de l'industrie du diamant soulève des problèmes sur le plan des droits de la personne.

Partenariat Afrique Canada et Global Witness ont produit un

rapport conjoint sur l'accumulation de preuves d'un commerce parallèle de diamants bruts illicites impliquant des pays membres du Processus de Kimberley; les ONG ont demandé l'adoption des mesures de contrôle plus rigoureuses promises lors de la dernière plénière, tenue l'année dernière au Botswana. « L'industrie a souscrit à notre demande d'une surveillance plus poussée par les gouvernements, a dit Ian Smillie, de PAC, mais que nous sachions, le seul pays qui ait fait quoi que ce soit en ce sens — le seul pays au monde — est le Ghana. »

Ces questions et d'autres encore promettent de faire de l'assemblée un test de la volonté du Processus de Kimberley d'éliminer plus rapidement et plus efficacement les faiblesses qui menacent son efficacité à titre d'unique mécanisme pour mettre un terme aux diamants de guerre et en prévenir la réapparition. On trouvera le document conjoint de PAC/GW sur les mouvements de diamants illicites à :

[http://www.pacweb.org/f/images/stories/documents/illicit\\_diamond-fr.pdf](http://www.pacweb.org/f/images/stories/documents/illicit_diamond-fr.pdf)

## PAC PUBLIE LES REVUES DE 2007 SUR L'ANGOLA ET LA RDC

### De graves problèmes persistent

En octobre, Partenariat Afrique Canada a publié l'édition 2007 de ses revues annuelles de l'industrie du diamant pour l'Angola et la République démocratique du Congo. La revue de la RDC se concentre sur les travailleurs artisans des mines de diamants du pays — 700 000 creuseurs qui produisent la plus grande part des diamants exportés du pays, d'une valeur de 700 millions de dollars, mais qui gagnent très peu d'argent, et qui vivent et travaillent dans des conditions épouvantables. Le rapport présente aussi des articles sur la contrebande et la sous-évaluation des exportations, et se penche sur les efforts de réforme.

Le Rapport sur l'Angola, le plus détaillé produit à ce jour dans la série de PAC, aborde une foule de questions, mais décrit en détail les problèmes persistants du pays en matière de probité, de transparence et de droits de la personne dans les régions diamantifères du pays. Le rapport décrit comment les contreprises ont remis un fort pourcentage des revenus tirés des diamants de l'Angola à des initiés militaires et politiques. Il examine aussi les répercussions de l'industrie sur les populations locales des provinces de Lunda, et ses effets sur leur sécurité personnelle, leur milieu et leur aptitude à gagner leur vie.

Ces revues annuelles visent à fournir aux gouvernements de l'Angola et de la RDC, ainsi qu'à leur société civile, leurs organismes de développement et leurs investisseurs, des renseignements qui aideront l'industrie du diamant à favoriser une plus grande transparence et à obtenir de meilleurs résultats sur le plan du développement.

Les revues, publiées pour la première fois en 2004, sont affichées à [www.pacweb.org](http://www.pacweb.org) : on y trouvera aussi les revues annuelles de l'industrie du diamant en Sierra Leone (en anglais seulement).

### PROCÈS DE TAYLOR REPORTÉ À JANVIER 2008 Des Kamajors condamnés

Le procès pour crimes de guerre de Charles Taylor, ancien seigneur de guerre et président du Libéria, a été reporté au 7 janvier. Le procès, engagé par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, créé par les Nations Unies, a commencé en juin de cette année mais a été suspendu après que Taylor eût renvoyé son avocat et demandé un soutien financier plus substantiel. Taylor prétendait que le soutien qu'il obtenait pour les frais juridiques, soit 48 000 \$ par mois, était insuffisant. Lorsque le procès a repris brièvement en août, Taylor avait embauché de nouveaux avocats, et le tribunal a accepté de relever son soutien financier, qui s'élèverait à 100 000 \$ par mois, bien plus qu'un million de dollars par année. Taylor n'a eu de cesse de répéter qu'il était indigent.

Taylor, qui a 59 ans, est accusé d'avoir été l'instigateur de meurtres, de viols et de mutilations perpétrés durant la guerre civile en Sierra Leone, dans le but de prendre le contrôle des ressources en diamants du pays. Le procès se déroule à La Haye pour des raisons concernant la sécurité à Freetown, où d'autres accusés subissent leur procès.

Entre-temps, à Freetown, la cour spéciale a condamné, le 9 octobre, deux commandants des Forces de défense civile, ou *kamajors*, Moinina Fofana et Allieu Kondewa, à des peines d'emprisonnement de six et huit ans respectivement, soit beaucoup moins que les 30 années demandées par la poursuite. Les deux hommes ont été reconnus coupables de crimes de guerre, mais ont été acquittés de crimes contre l'humanité et de meurtre.

## LIVRES

### On le cherche ici, on le cherche là

Douglas Farah et Stephen Braun, *Merchant of Death: Money, Guns, Planes and the Man Who Makes War Possible*. John Wiley & Sons, Hoboken, 2007, 308 pages, 29,95 \$ US; 13,10 £

Voici le premier portrait détaillé de Viktor Bout, marchand de la mort. Pour paraphraser le slogan de la NRA durant la campagne contre les diamants de guerre, de nombreuses personnes de l'industrie du diamant ont dit : « Les diamants ne tuent pas les gens, les fusils tuent les gens. » Bien sûr, les diamants ne tuent pas les gens, mais on les a utilisés pour payer les trafiquants d'armes qui ont fourni les armes et les munitions. Et le plus prospère des trafiquants d'armes des 15 dernières années était Viktor Bout, qui, à un moment donné, possédait le plus gros parc privé d'avions Antonov d'occasion et transportait des armes et d'autres cargaisons dangereuses provenant de l'ancien bloc soviétique, dans une myriade de zones de guerre en Afrique, dans les Balkans et aussi loin qu'en Afghanistan et en Iraq. Viktor Bout a laissé ses empreintes et semé la destruction partout en RDC, en Angola, en Sierra Leone, au Libéria et dans une douzaine d'autres conflits.

*Merchant of Death* révèle en détail comment cela s'est produit. Bout avait établi un réseau de sociétés partout en Europe et en Afrique, certaines étaient réelles, d'autres, de simples coquilles vides servant au blanchiment d'argent et de documents. Des responsables des registres aériens extrêmement corrompus dans des pays tels que le Libéria, la République centrafricaine, l'émirat de Sharjah et la Guinée équatoriale fournissaient intentionnellement des permissions de voler et des documents qui donnaient à ses activités une apparence de légitimité – au cas où quelqu'un se serait soucié de poser des questions. Peu de personnes l'ont fait. Les exportateurs d'armes en Ukraine, en Bulgarie et ailleurs ont liquidé des armes avec empressement et à rabais, de même que les avions poubelle que Bout utilisait pour les transporter. Les embargos des Nations Unies contre les armes ont été floués par des régimes totalement corrompus dans des pays tels que le Togo et le Burkina Faso, qui fournissaient des certificats d'utilisateurs, des arrêts pour l'approvisionnement en carburant et d'autres services pour ses avions, en échange de diamants et de toute autre forme de rémunération offerte. Les services de renseignements des gouvernements occidentaux, qui avaient peu de personnel en Afrique, et souvent de deuxième ordre, se sont avérés incapables de fournir à leurs gouvernements les renseignements et les outils nécessaires pour arrêter ce criminel.

Sans les comités d'experts des Nations Unies, les ONG et leurs campagnes, et une poignée de journalistes intrépides tels que Douglas Farah, coauteur de ce livre, Viktor Bout volerait toujours très haut. En fait, il vole encore haut, se la coulant douce à Moscou, accordant des entrevues à la télévision russe, au *New York Times* et à d'autres. Et malgré l'avis d'arrestation lancé contre lui par Interpol, personne ne semble s'en préoccuper.

S'il y a une lacune dans *Merchant of Death*, c'est que toutes les histoires au sujet de Viktor Bout, peu importe leur vraisemblance, sont traitées comme véridiques. On l'aurait aperçu dernièrement dans un édifice du Hezbollah au Liban, il aurait envoyé des armes par avion en Somalie, il voyagerait à

volonté dans toute l'Europe et l'Afrique, fort bien déguisé et aidé d'une femme surnommée « Tatanya », qui serait en réalité un « mélange de deux personnes ». Les auteurs racontent avec force détails un complot que Bout aurait tramé à Monrovia avec l'un des dirigeants rebelles de la Sierra Leone, Sam Bockarie, en novembre 1999. Bout prévoyait donner aux rebelles assez d'armes et de munitions pour prendre le contrôle des mines de rutile abandonnées dans le pays, afin de les relancer et d'en « tirer un profit considérable ». La quête de rutile, un minerai de titane utilisé dans les pigments de peinture et les baguettes de soudage, était « simple et ahurissante », un nouveau « Rubicon moral » pour Viktor Bout, fondé sur le contrôle d'un territoire étranger. L'offensive a été dûment lancée en avril 2000, et elle n'a échoué que parce que le FRU a impulsivement capturé 500 casques bleus des Nations Unies. En fait, si l'on tient compte du fait que le pays était bondé de casques bleus, une opération militaire de ce type n'aurait pu être planifiée que par un idiot, et le livre se donne beaucoup de peine pour démontrer que Bout n'est pas un idiot. En avril, en fait, Bockarie était parti depuis longtemps et, avec à la vice-présidence de la Sierra Leone le grand chef rebelle Foday Sankoh depuis la signature de l'accord de paix, en juillet 1999, il n'y avait pas lieu de préparer une offensive militaire. En fait, les combats ont repris seulement après l'enlèvement des casques bleus, qui commençaient à empiéter sur les régions diamantifères sous l'emprise du FRU.

Tout cela n'est peut-être qu'un détail. Il n'y a pas de doute que Bout était et demeure le monstre qu'ont décrit Farah et Braun, laissant une traînée de mort et de destruction derrière presque toutes ses entreprises. Le pire, c'est qu'il a été aidé et soutenu à chaque étape et jusqu'au bout par des gouvernements africains corrompus ou inaptes, par la Russie et ses anciens satellites, qui le protègent, et par des gouvernements occidentaux chez qui un mélange inspiré d'opportunisme, d'incompétence et d'apathie a ouvert la voie à ses mauvaises intentions.

R. T. Naylor, *Satanic Purses: Money, Myth and Misinformation in the War on Terror*. McGill-Queen's University Press, 2006, 420 pages, 29,95 CAD

On sait qu'un professeur en cavale est au travail lorsqu'un livre fait référence à l'émission de télé *Green Hornet*, à des « idées saugrenues » et à des « méga » sommes d'argent, et qu'il raconte que « Mohammed Atta semble avoir improvisé tout cela », insistant néanmoins sur une épellation prétentieuse des expressions (en anglais) al-Qā'idah, Usama bin Lāden et Talibān (ou est-ce Tālibān?) – soi-disant pour que les lecteurs soient en mesure de bien les prononcer. R. T. Naylor dit que *Satanic Purses* a trois objectifs : démystifier l'idée d'une révolte anti-occident (cela n'existe pas), clarifier comment et pourquoi on a concocté l'histoire (surtout un complot juif/israélien avec beaucoup d'aide de la part d'à peu près tous les autres), et explorer les conséquences probables de la manière dont l'Occident, et les États-Unis en particulier, ont choisi de réagir (pas très bien).

Ce qui est intéressant ici, c'est le demi-chapitre que l'auteur consacre aux diamants de guerre. Contrairement à d'autres auteurs qui cherchent à détruire des « mythes », Naylor perçoit le Processus de Kimberley comme une réussite (même s'il ne parvient pas à l'exprimer en toutes lettres) parce que toute

l'histoire était en réalité un complot de De Beers pour affamer le monde des diamants tout en se déchargeant des vieilles réserves entreposées dans ses caves. De Beers a réussi, de sorte qu'il va de soi que le PK doit aussi avoir réussi. Les ONG ont aidé De Beers, « propageant un méli-mélo de demi-vérités, de rumeurs non corroborées et de désinformation effrayante », qui auraient nettement pour effet de donner aux « fonctionnaires de gouvernements corrompus et répressifs un prétexte pour éliminer les mineurs indépendants et redistribuer les concessions parmi les parents et amis ». Mais la véritable impulsion à la base de tout cela était le « mythe » voulant que « al-Qā'idah » s'occupait de diamants et qu'il fallait que ça cesse.

En fait, la théorie d'Al-Qaeda-et-les-diamants n'a jamais été acceptée par la CIA ou la 9/11 Commission, et n'a certainement pas été un facteur de la création du Processus de Kimberley. En fournissant ses propres mythes et sa désinformation, et en négligeant de mentionner les horribles guerres destructrices d'une dizaine d'années alimentées par les diamants, Naylor dévalorise la vérité qui sous-tend Kimberley et sur laquelle s'appuient les ONG, l'industrie et les gouvernements qui ont travaillé pour le créer. Et dans sa tentative plus générale de réfuter chaque « mythe » qu'il croise, il dévalorise sa propre conclusion importante : que nous avons maintenant une « guerre de la terreur » menée d'une manière telle que le nombre des cadavres dépasse de beaucoup celui qu'ont engendrés les actions qui ont commencé le cycle, faisant ainsi en sorte de le perpétuer ».

### Les conflits sont-ils mauvais pour les entreprises privées?

Un document produit par la division de la recherche de la Banque fédérale de réserve de St. Louis conclut que la mort du chef de l'UNITA, Jonas Savimbi, a fait en sorte de faire chuter, plutôt que croître, les actions des sociétés propriétaires de concessions minières en Angola. Autrement dit, la fin du conflit a été néfaste pour le commerce.

Le document, fort bien documenté, intitulé *Diamonds Are Forever, Wars Are Not. Is Conflict bad for Private Firms?*, a d'abord été produit en 2005, puis a été révisé en octobre 2006. Les auteurs interprètent leurs résultats en tenant compte du fait que certaines sociétés actuellement en activité pourraient devoir leurs bénéfices à une conjoncture conflictuelle à laquelle sont confrontées certaines économies dépendantes des ressources, telles que l'Angola. Ils remarquent que : « L'occupation de certaines parties du territoire par les rebelles et l'instabilité que crée la guerre civile pourraient constituer une barrière à l'entrée, réduire le pouvoir de négocier du gouvernement et faciliter la non-transparence des systèmes d'octroi de permis. »

Les auteurs préviennent que leur recherche pourrait ne pas contredire d'autres études qui proposent pourtant d'autres conclusions. Cependant, ils concluent en disant que dans le débat sur la possibilité ou non que la croissance de l'industrie minière en Afrique puisse procurer des bénéfices considérables à sa population, et comment, « l'on devrait reconnaître un simple fait : dans la mesure où certaines entreprises en activité peuvent bénéficier de la guerre civile, cela peut nuire à leur motivation à exercer des pressions politiques et économiques afin de prévenir ou faire cesser les conflits actuels. ». L'étude est accessible à :

<http://research.stlouisfed.org/wp/2005/2005-004.pdf>

## Veille médias

Dans son édition de l'été 2007, *Gems & Gemology*, la revue trimestrielle du **Gemological Institute of America**, publiait un article rédigé par **Bram Janse**, qui calculait les données concernant la production mondiale annuelle de diamants bruts entre 1870 et 2005. M. Janse estimait la production mondiale de diamants dans les temps anciens à 4,5 milliards de carats (450 tonnes métriques, si nos calculs sont exacts), valant 300 milliards de dollars US, avec une valeur de 67 \$ le carat. Depuis 1870, la valeur totale la plus élevée en matière de production de diamants est attribuée à l'Afrique du Sud, suivie du Botswana. Le Botswana est au premier rang depuis quelques années, suivi de la Russie.

En juillet, *Auto Express* rapportait que des scientifiques ont découvert une nouvelle utilité aux diamants. Des prototypes de véhicules à l'hydrogène ont été mis à l'épreuve, mais n'étaient pas viables sur le plan commercial puisqu'on n'a trouvé aucun moyen de garder les températures du moteur sous la barre des 1 000 degrés Celsius. On aurait trouvé une solution en ajoutant des grains microscopiques de diamants artificiels dans une pile à combustible, ce qui aurait fait en sorte que les moteurs demeuraient plus frais que ceux des automobiles traditionnelles. Le coût des moteurs garnis de diamants n'a pas été révélé.



Dans le numéro 24 d'*Autres facettes*, nous faisons allusion à certains excès éhontés dans un paragraphe où nous parlions, entre autres, d'un crâne incrusté de 8 601 diamants, créé par l'artiste britannique **Damien Hirst**. Le crâne, judicieusement appelé *For the Love of God* (Pour l'amour de Dieu), a été vendu à la fin d'août à un groupe d'investisseurs anonymes, pour la somme de 100 millions de dollars US, un prix record pour une œuvre vendue par un artiste encore vivant. On présume que les composants du crâne ont une valeur intrinsèque plus élevée que les œuvres précédentes de l'artiste, dont un requin et une vache qui marinent dans le formaldéhyde à l'intérieur de réservoirs de verre.

Dans son numéro du 7 septembre, le **Rapport Diamond Report** évaluait 30 bijouteries de Las Vegas et New York. Un journaliste clandestin s'est rendu dans chacune des bijouteries pour évaluer l'expérience de l'achat d'une bague de fiançailles en diamant de qualité. Chaque magasin a été évalué en

fonction de 10 catégories, y compris le service, le choix, les garanties et les connaissances du personnel de vente. Une des catégories portait sur la connaissance des diamants de guerre. À Las Vegas, six bijouteries ont complètement échoué le test, n'obtenant qu'un point sur cinq : **Costco, Tiffany, Wal-Mart, Whitehall** et **Macy's West** — qui n'avaient « absolument aucune idée de ce qu'était un diamant de guerre ». Les meilleures notes ont été attribuées à **Ben Bridge, Cartier, Jared** et **Zales**. À New York, seuls deux magasins se sont classés au bas de l'échelle : **Kia Jewelers** et **Polo Jewelry**. Les meilleures notes ont été accordées à **Cartier, DVVS, Fortunoff, Kay Jewelers, Mimi So** et **Tiffany**.

Le 11 octobre, **Oxfam International** a publié un rapport intitulé *Les milliards manquants de l'Afrique*. Le rapport affirme que les guerres ont privé les économies africaines de 284 milliards de dollars entre 1990 et 2005, soit environ la même somme que celle versée au titre de l'aide étrangère. Le rapport affirme que, durant cette période, 23 conflits ont fait perdre aux économies environ 15 % de leur valeur annuelle. On trouvera le rapport à

[http://www.oxfam.org/fr/policy/briefingpapers/bp107\\_milliards\\_manquants\\_afrique](http://www.oxfam.org/fr/policy/briefingpapers/bp107_milliards_manquants_afrique).

### Les « rubis du sang » et la junte birmane

Un reportage d'enquête publié en septembre par le *Sunday Times* de Londres a révélé que des rubis du Myanmar (aussi appelée Birmanie), dont la valeur atteint des dizaines de millions de livres, se retrouvent dans des bijouteries britanniques. Bien que les États-Unis aient interdit l'importation de produits birmans, il n'existe pas de telles interdictions dans l'Union européenne. On estime que 90 % des rubis de la planète sont extraits en Birmanie; ils représentant le troisième plus important produit d'exportation du pays après le bois d'œuvre et le gaz naturel.

On dit que l'exportation de rubis soutient la junte militaire répressive qui gouverne la Birmanie depuis des décennies. Paraphrasant des commentaires antérieurs au sujet de la campagne sur les diamants de guerre, Mark Farmaner, directeur de la Burma Campaign, dont le siège est au Royaume-Uni, a dit : « On offre un rubis pour symboliser l'amour, mais s'il vient de Birmanie, son prix réel est versé sous forme de sang et d'oppression. » Un journaliste clandestin du *Sunday Times* n'a relevé aucune préoccupation concernant les rubis birmans dans plusieurs bijouteries bien en vue de Londres, y compris **Asprey, Cartier, Harrods** et le magasin **Leviev**, sur la New Bond Street. La plupart avaient en montre de précieux rubis birmans, dont le prix atteignait 500 000 £.

**Tiffany**, la société joaillière états-unienne, ne vend plus de rubis birmans dans

ses boutiques britanniques depuis 2003, pour des raisons d'éthique. En octobre, les **Jewelers of America**, qui représentent 11 000 points de vente aux États-Unis, ont demandé au Congrès des É.-U. de modifier la *Burmese Freedom and Democracy Act* de 2003, qui interdit l'importation de produits de Birmanie, pour y inscrire nommément les rubis birmans.

**Brian Leber**, un joaillier de l'Illinois, qui a fondé le Jewelers' Burma Relief Project en 2004, dit : « Le régime militaire profite énormément de la vente de rubis non seulement parce qu'il contrôle l'octroi de permis pour toutes les opérations minières mais aussi parce qu'il détient la majorité des actions de chacune des mines du pays et qu'il dirige les ventes aux enchères. »

On trouvera des renseignements sur la situation des droits de la personne en Birmanie à <http://www.burmacampaign.org.uk/> et à <http://www.uscampaignforburma.org/>. On trouvera davantage de renseignements sur les rubis birmans à :

<http://www.leberjeweler.com/index.php3>.

### Les diamants de guerre vont à l'école

Un manuel de quatrième année en science et technologie utilisé au Québec consacre une section aux diamants. On y traite de la façon dont les diamants se sont formés et on y présente l'histoire de trois des pierres les plus célèbres du monde, les diamants Hope, Regent et Koh-i-Noor. Le manuel réserve aussi une page à la question des diamants de guerre, parlant des guerres en RDC, en Sierra Leone et en Angola. On peut y lire : « Plus souvent qu'autrement, diamant rime avec guerre. » Et la section conclut : « Si l'on veut préserver la paix dans le monde, il est devenu essentiel de créer des lois pour lutter contre le commerce illégal des diamants. »

### AUTRES FACETTES

*Autres facettes*, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication de Partenariat Afrique Canada. Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui de : Affaires étrangères et Commerce international Canada, Irish Aid, le Centre de recherches pour le développement international, le Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile et plusieurs autres organismes.

Pour plus d'information, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2, Canada.

[info@pacweb.org](mailto:info@pacweb.org)

<http://www.pacweb.org/>

ISSN : 1496-7502